

Les apprentis sorciers à l'oeuvre

Andrea Levy

Numéro 777, mars-avril 2015

Halte au capitalisme vert

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/73702ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Levy, A. (2015). Les apprentis sorciers à l'oeuvre. *Relations*, (777), 22–23.

l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou à d'autres traités – sont là pour les condamner. En cas de signature du Grand marché transatlantique, par exemple, il deviendra impossible aux pays européens de refuser les importations américaines de produits transgéniques.

LA CHARTE DE LA HAVANE

La relecture de l'histoire de l'écologie politique et des négociations internationales de l'après-guerre ne permet pas seulement de comprendre la situation présente; elle donne aussi des bases pour construire une alternative. Il faut savoir que de nombreux États se sont opposés au système libre-échangiste voulu par les États-Unis pour écouler leur surproduction et endiguer la progression du communisme. De 1945 à 1948, l'administration américaine a mené des négociations multilatérales pour imposer la libre circulation des capitaux et des marchandises à travers le projet d'une Organisation internationale du commerce (OIC). Ces négociations se sont toutefois heurtées à la volonté d'indépendance de plusieurs pays comme l'Uruguay, l'Argentine, l'Inde et la Chine. Ils influenceront le contenu de la charte de l'OIC, signée par 53 États en 1948 et plus connue sous le nom de Charte de la Havane. Celle-ci fait de l'équilibre de la balance des paiements un principe de base: les pays

doivent tendre vers une égalisation des importations et des exportations et peuvent y parvenir en instaurant des mesures protectionnistes. Il n'est pas question de supprimer les échanges commerciaux, mais de les réguler pour les équilibrer. Les pays du Sud y revendiquent également un droit à l'industrialisation et rejettent un schéma dans lequel ils continueraient à fournir les matières premières et les produits agricoles tandis que les pays riches se réserveraient les activités de transformation à haute valeur ajoutée. La logique qui sous-tend la Charte de la Havane n'est pas anticapitaliste, et encore moins antiproductiviste, mais elle s'appuie sur l'importance de la souveraineté alimentaire et industrielle comme condition de l'autonomie des États. Elle se situe à l'exact opposé de la logique du libre-échange, qui désarme au contraire les États et les peuples face aux multinationales. N'y trouvant plus leur compte, les États-Unis enterrent l'OIC et la ratification de la charte au début des années 1950 et se replient sur le GATT, ce qui conduira à la création de l'OMC.

LA DÉCLARATION DE COCOYOC

Un autre texte, de portée bien plus large (bien qu'émanant de personnalités et non d'États), sera lui aussi enterré au début des années 1970: la Déclaration de Cocoyoc¹. Du 8 au 12 octobre 1974, un colloque des Nations unies réunit à

Les apprentis sorciers à l'œuvre

ANDREA LEVY

L'auteur est historienne et journaliste

Il y a trois ans, un chalutier affrété a déversé 100 tonnes de sulfate de fer au large de la Colombie-Britannique dans l'espoir de provoquer une éclosion de phytoplancton marin, l'idée étant que le phytoplancton serve de puits de dioxyde de carbone. En effet, ces micro-organismes absorbent le carbone en l'utilisant pour la photosynthèse et en emportent une partie dans les profondeurs de l'océan lorsqu'ils meurent. Un petit village de pêche du peuple autochtone Haïda a voté en faveur de cette expérience d'ensemencement océanique afin de profiter de la vente des crédits de carbone qu'elle rendrait possible, en plus de stimuler une augmentation de la population de saumons. Le projet mené par l'entrepreneur américain Russ George s'est déroulé sans permis, sans régulation ni surveillance, en violation du moratoire international sur les projets majeurs de fertilisation artificielle des océans, adopté en 2010 au sommet de la Convention sur la biodiversité, à Nagoya au Japon.

Les effets de la fertilisation de l'océan par le fer pour la séquestration de carbone sont loin d'être étayés par des démonstrations scientifiques et les résultats de cette ex-

périence délinquante demeurent inconnus pour l'instant. Cette technique figure néanmoins parmi les nouvelles technologies censées régler les problèmes liés au réchauffement planétaire, que l'on désigne sous le terme de «géo-ingénierie», qualifiée par certains de «plan B» pour le climat.

À gauche comme à droite, malgré les mises en garde du sociologue Jacques Ellul et du philosophe Ivan Illich, malgré les désastres écologiques, comme ceux du golfe du Mexique et de Fukushima, nous avons tendance à être séduits par la promesse de la technologie de nous délivrer de tous nos maux – ou au moins de nous dépanner en cas d'urgence. Depuis le rapport Meadows, en 1972, l'une des principales objections aux thèses portant sur les limites à la croissance est la conviction qu'on peut contrecarrer la dégradation environnementale et façonner des substituts pour les ressources qu'on épuise avant que les ravages de la croissance troublent la fête de la société de consommation capitaliste. Or, toutes les percées technologiques survenues depuis sa publication ne semblent avoir réussi qu'à repousser l'échéance.

Il existe trois approches principales en géo-ingénierie: la gestion du rayonnement solaire, la capture et la séquestration du carbone (telle la fertilisation océanique), et la modification du climat. Chaque catégorie comporte une panoplie de techniques existantes et émergentes, plus ou moins incompréhensibles pour le non-spécialiste.

Cocoyoc, au Mexique, des experts internationaux pour débattre de «l'utilisation des ressources, de l'environnement et des stratégies de développement». Il regroupe des intellectuels de plusieurs pays non alignés (Mexique, Tanzanie, Sri Lanka, entre autres), tous très critiques vis-à-vis de la domination des pays industrialisés, et des États-Unis en particulier. La déclaration finale du colloque est un réquisitoire contre l'ordre international capitaliste mis en place par les Occidentaux. Les auteurs notent que «les affamés, les sans-abri et les illettrés sont plus nombreux aujourd'hui que lorsque les Nations unies ont été créées» et dénoncent le fait que les rapports de force issus de «cinq siècles de contrôle colonial qui a massivement concentré le pouvoir économique entre les mains d'un petit groupe de nations» n'ont pas été modifiés. Pour changer la donne, ils refusent clairement le productivisme («nous rejetons l'idée de la croissance d'abord et d'une juste répartition des bénéfices ensuite») et défendent l'émancipation des peuples, l'éducation, l'autonomie et la coopération. Il ne s'agit pas simplement d'aménager le système capitaliste, mais d'en sortir: «L'autonomie au niveau national implique aussi un détachement temporaire du système économique actuel. Il est impossible de développer l'autonomie au travers de la participation pleine et entière à un système qui perpétue la

dépendance économique.» Accueillant ce texte comme un camouflet, les États-Unis le cloueront au pilori, avant que les crises économiques provoquées par les chocs pétroliers ne le fassent tomber dans l'oubli.

Face à l'illusion et aux dangers du capitalisme «vert», les mouvements autochtones et altermondialistes (au sens large), portant des revendications de justice sociale et environnementale, se mobilisent aujourd'hui autour de mots d'ordre comme «changeons de système, pas le climat». Dans ce combat, la Charte de la Havane et la Déclaration de Cocoyoc doivent nous inspirer, car elles montrent la voie à suivre entre souveraineté étatique et coopération entre pays. Car s'il est bien évident que le cadre national ne suffit pas à résoudre les problèmes mondiaux (la paix, les droits humains, l'écologie), un gouvernement courageux peut, encore aujourd'hui, changer radicalement de politique, comme le montrent les exemples du Venezuela, de la Bolivie, de l'Équateur et bientôt, il faut l'espérer, de la Grèce. ●

1. Son texte intégral est en ligne sur le site de l'auteur <abernier.vfblog.net>.

David Keith, natif de l'Alberta et professeur de physique appliquée à Harvard, est l'un des champions du développement d'un écran solaire pour la Terre comme méthode rapide et bon marché pour combattre l'impact des changements climatiques. Sa technique s'inspire de l'éruption volcanique du mont Pinatubo aux Philippines, en 1991, désastre naturel qui a eu un effet de refroidissement du climat à la suite de la dispersion d'acide sulfurique dans l'atmosphère. Keith propose ainsi de protéger la Terre des radiations solaires et de refroidir la planète en équipant des avions capables de pulvériser des particules d'acide sulfurique dans la haute atmosphère, réfléchissant ainsi une partie du rayonnement solaire dans l'espace. «Je suis certain que cela fonctionnera. Non qu'il n'y ait pas d'effets secondaires [la destruction partielle de la couche d'ozone, par exemple], mais je suis sûr que ça marchera¹», a affirmé le scientifique, qui, comme bon nombre de promoteurs du plan B, a un intérêt commercial dans le développement de cette technologie.

D'autres scientifiques n'en sont pas si sûrs. Une expérience de modélisation informatique a révélé les effets pervers probables de cette manœuvre sous forme de sécheresse dévastatrice exposant à la famine des milliards de personnes dans les pays du Sud.

Le groupe ETC, une organisation non gouvernementale canadienne qui suit l'évolution de la géo-ingénierie depuis deux décennies, demande son interdiction. Il reproche à

l'illustre Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sa récente ouverture, certes hésitante, à la production de bioénergie combinée à la capture et au stockage du carbone comme moyen de mitiger les impacts des émissions de gaz à effets de serre. Le groupe ETC travaille à documenter la multiplication des expériences de géo-ingénierie mises en œuvre sans réglementation et à faire connaître les périls encourus.

L'un des grands dangers de fonder des espoirs sur ce *deus ex machina* réside dans le fait que cela risque d'atténuer le sentiment d'urgence concernant la nécessaire réduction de notre dépendance aux carburants fossiles et la transition vers des sources d'énergie renouvelables – sans parler bien sûr du changement de système de production et de consommation qui nous a conduits au bord du précipice où nous nous retrouvons aujourd'hui.

Le philosophe australien de l'environnement Clive Hamilton, auteur, entre autres, du livre *Les Apprentis sorciers du climat* (Seuil, 2013), résume bien l'enjeu: «Le mode de pensée qui donne naissance à la géo-ingénierie est le même qui conçoit le monde comme un objet propice à la manipulation technologique².»

1. D. Keith, «Les idées surprenantes de David Keith sur le changement climatique», conférence TED [en ligne], <ted.com>.

2. C. Hamilton, «*The Philosophy of Geoengineering*», [en ligne], <clivehamilton.com/category/papers/> (traduction libre).